



Evaluation des mesures proposées

Intervention lors du groupe de travail à composition non limitée des NU

Délivrée par Caroline Regina Schlunke

Agent de programme du Basel Peace Office

Excellences,

Aujourd'hui j'ai l'honneur de faire une intervention au nom du Bureau pour la Paix de Bâle (Basel Peace Office) – une coalition de quatre organisations Suisses et quatre organisations internationales ayant leur siège à l'université de Bâle.

Le Bureau de la paix a participé en 2013 au Groupe de travail à composition non limitée, en animant Abolition 2000 et la campagne « Open the door » active dans l'engagement de la société civile à travers le monde pour le lancement d'actions créatives pour promouvoir ce Groupe de travail. Actuellement, nous accueillons UNFOLD ZERO qui promeut les initiatives et les forums des Nations Unies ayant pour but la réalisation de l'objectif d'un monde sans armes nucléaires.

Le Bureau de la Paix recommande aux délégations d'entreprendre des efforts constructifs et de bonne foi dans le but de conclure des mesures juridiques pour le désarmement nucléaire. Nous sommes conscients que tout le monde ne trouvera pas chaussure à son pied, et que le travail simultané concernant des mesures variées, par les différents acteurs, sera probablement l'approche la plus productive. Cependant, il sera indispensable de procéder à une coordination entre les différentes mesures - que ce soit avec un cadre juridique, une approche de construction de type « building blocks » mais plus développée, un nouveau groupe de travail à composition non limité en 2017 pour continuer le travail, ou d'autres mesures.

Le bureau de la paix, ensemble avec Mayors for Peace et la fondation Nuclear Age Peace Foundation, ont soumis un document¹ au groupe de travail de 2013, évaluant les différentes options légales à l'aide de

¹ [Bridging the gaps - building the framework - ensuring success](#) (A/AC.281/NGO.2)

critères qu'on considérerait et on souhaitait être objectifs. Sur ce point, nous félicitons la délégation Suisse d'avoir exposé et précisé, de manière plus compréhensive, plusieurs critères objectifs permettant une évaluation des options légales.

En appliquant ces critères aux différentes options, le bureau de la paix considère que la plus part de ces options est digne d'estime – à l'exception d'un procédé pas à pas, qui ne serait pas en mesure de répondre à la variété des intérêts et des besoins de tous les acteurs. Nous apprécions les efforts des délégations d'évaluer et modifier leurs propositions en conséquence, pour surmonter les différences et d'assembler une masse critique qui permettra de commencer les négociations.

À ce stade nous souhaitons aborder plus en profondeur une proposition spécifique. Il s'agit des négociations pour un accord prohibant l'utilisation des armes nucléaires. Nous tenons à relever les interventions du Comité International de la Croix Rouge et de l'Association Internationale des Avocats contre les Armes Nucléaires qui affirmaient que toute utilisation d'armes nucléaires peut être d'ores et déjà qualifiée comme illégale au vu du Droit International Humanitaire, mais qu'il serait convenable de codifier cela dans un accord contraignant. Nous ne sommes pas convaincus par l'analyse présentée par le Costa Rica et la Malaisie dans le document de travail, selon laquelle il serait impossible d'arriver à un tel accord sans le consensus des états dotés de l'armé nucléaire. Il saurait plausible de concevoir que les négociations soient entamées par les états non dotés de l'arme nucléaire et par les états qui bénéficient d'une dissuasion élargie avec une invitation pour les états dotés de l'armé nucléaire de rejoindre ces négociations dès que possible. À ce propos, nous constatons que déjà quatre états dotés de l'arme nucléaire supportent la proposition de résolution des NU pour un accord international codifiant la prohibition de l'utilisation de l'arme nucléaire. Nous constatons également l'abstention à ce propos d'un autre état doté de l'arme nucléaire. Le Bureau de la Paix a analysé cette possibilité plus en détail dans son document de réflexion *'From nuclear taboo to a prohibition (ban) on use: The next step to a nuclear-weapon-free world?'*².

Nous vous remercions pour l'opportunité qui a été offerte, à nous comme aux autres organisations de la société civile, de contribuer à ces délibérations qui sont d'une importance capitale.

² *From nuclear taboo to a prohibition (ban) on use: The next step to a nuclear-weapon-free world?*
http://www.baselpeaceoffice.org/sites/default/files/imce/articles/Events/from_nuclear_taboo_to_a_prohibition_on_use.pdf

Evaluating proposed legal measures

Intervention to the UN Open Ended Working Group

Delivered by Caroline Regina Schlunke
Basel Peace Office Program Officer

Your Excellencies,

I have the honour to make an intervention on behalf of the Basel Peace Office – a coalition of four Swiss and four international organisations based in the University of Basel.

The Basel Peace Office participated in the 2013 Open Ended Working Group – hosting the Abolition 2000 Task-Force for the OEWG and also the Open the Door Campaign which engaged civil society around the world in creative actions to promote the OEWG. We currently host UNFOLD ZERO which promotes United Nations initiatives and forums to achieve a nuclear-weapon-free world.

Basel Peace Office commends delegations to the OEWG for making constructive efforts in good faith on legal measures for nuclear disarmament. We recognise that one shoe will not fit all, and that simultaneous work on various measures by different interested parties will most likely be the most productive approach. However, coordination between different measures will be required – whether that be through a framework agreement, an enhanced building blocks approach, a renewed OEWG in 2017 to continue this work, or some other means.

Basel Peace Office, along with Mayors for Peace and the Nuclear Age Peace Foundation, submitted a working paper to the 2013 OEWG³ evaluating the various legal options using, what we hoped were, objective criteria. We commend the delegation of Switzerland for outlining in a much more comprehensive manner, objective criteria for evaluating the legal options.

In applying these criteria to the options, Basel Peace Office sees merit in most of them – with the exception of a linear step-by-step process which fails to meet the variety of interests and needs of all stakeholders. We welcome the efforts by delegations to evaluate and modify their proposals accordingly in order to bridge differences and build critical mass to commence negotiations.

At this point we wish to comment more on just one of the proposals – negotiations for an agreement prohibiting use of nuclear weapons. We note the comments by ICRC and the International Association of Lawyers Against Nuclear Arms that any use of nuclear weapons would already be illegal under existing international law, but that codifying this into a binding agreement would be useful. We are not convinced by the analysis in the working paper of Costa Rica and Malaysia that negotiations on such an agreement are impossible to commence without consensus of the nuclear-armed States. Such negotiations could conceivably be started by non-nuclear and nuclear umbrella states with an invitation to nuclear armed States to join when ready. Indeed, we note that already four of the nuclear-armed States support the UN resolution proposal for an international agreement codifying the prohibition on use of nuclear weapons, and one other has abstained. Basel Peace Office has explored this option more fully in a food-for-thought paper *'From nuclear taboo to a prohibition (ban) on use: The next step to a nuclear-weapon-free world?'*⁴

We thank you for the opportunity for Basel Peace Office, and other civil society organisations, to contribute to your very important deliberations.

³ [Bridging the gaps - building the framework - ensuring success](#) (A/AC.281/NGO.2)

⁴ *From nuclear taboo to a prohibition (ban) on use: The next step to a nuclear-weapon-free world?*

http://www.baselpeaceoffice.org/sites/default/files/imce/articles/Events/from_nuclear_taboo_to_a_prohibition_on_use.pdf